

Cote du document: EB 2018/LOT/P.18
Date: 8 novembre 2018
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Mémorandum du Président

Proposition de financement supplémentaire à la République du Kenya pour le Projet de gestion des ressources naturelles dans le bassin hydrographique du Haut Tana

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Hani Elsadani

Directeur de pays
Division Afrique de l'Ouest et du Centre
téléphone: +(233) 209 564 801
courriel: h.elsadani@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre McGrenra

Chef de l'Unité des organes
directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb@ifad.org

Esther Kasalu-Coffin

Directrice de pays
Division Afrique orientale et australe
téléphone: +(254) 20 762 1028
courriel: e.kasalu-coffin@ifad.org

Pour: **Approbation**

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Recommandation pour approbation	1
I. Contexte	1
II. Justification du financement supplémentaire	2
A. Performance de l'exécution du projet	3
B. Description des activités et avantages escomptés	5
C. Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique	7
III. Suivi-évaluation	7
IV. Coût et financement du projet	7
V. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance	9
VI. Modifications qu'il est proposé d'apporter à l'accord de financement	9
VII. Instruments et pouvoirs juridiques	9
VIII. Recommandation	10

Appendice

Logical framework

Sigles et acronymes

AUE	Association d'usagers de l'eau
EIES	Étude de l'impact environnemental et social
GALS	Système d'apprentissage interactif entre les sexes
PGES	Plan de gestion environnementale et sociale
S&E	Suivi-évaluation

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement supplémentaire à la République du Kenya pour le Projet de gestion des ressources naturelles dans le bassin hydrographique du Haut Tana, telle qu'elle figure au paragraphe 31.

Proposition de financement supplémentaire à la République du Kenya pour le Projet de gestion des ressources naturelles dans le bassin hydrographique du Haut Tana

I. Contexte

1. Le Projet de gestion des ressources naturelles dans le bassin hydrographique du Haut Tana (UTaNRMP) a été approuvé par le Conseil d'administration en avril 2012 (EB 2012/105/R.11/Rev.1) et est entré en vigueur le 23 mai 2012. Il était initialement prévu que le projet s'achèverait le 30 juin 2020 et que la date de clôture du prêt serait le 31 décembre 2020. Au stade de la préévaluation, le coût total du projet avait été estimé à 68,9 millions d'USD, répartis comme suit: l'équivalent de 50 millions d'USD (au taux de change en vigueur au moment de l'approbation du projet) provenant du prêt du FIDA (21,25 millions de DTS) et du prêt de 12,8 millions d'EUR du Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire (Fonds fiduciaire espagnol); 11,3 millions d'USD fournis par le Gouvernement kényan; et une contribution des bénéficiaires de 7,5 millions d'USD. L'organisme d'exécution principal est le Ministère kényan de l'eau et de l'assainissement. Le projet constitue une suite au Projet pilote de gestion des ressources naturelles dans le secteur est du mont Kenya (MKEPP), qui avait pour objectif d'établir un lien entre l'utilisation durable des ressources naturelles, et spécialement l'eau et les forêts, et l'amélioration des moyens d'existence ruraux dans cinq bassins fluviaux choisis dans le bassin hydrographique du Haut Tana. Ce projet reproduit à plus grande échelle des activités antérieures, avec des interventions dans 4 bassins fluviaux appuyées par le précédent projet et 24 bassins supplémentaires.
2. Le but du projet est de contribuer à la réduction de la pauvreté parmi la population cible d'environ 205 000 ménages pauvres vivant dans les bassins fluviaux cibles et dont les moyens d'existence ont pour point central l'utilisation des ressources naturelles dans le bassin hydrographique du Haut Tana. Les deux objectifs du projet sont les suivants: i) améliorer l'utilisation durable et la gestion des ressources naturelles (terre, eau et biodiversité); et ii) accroître la production alimentaire durable et les revenus.
3. Le présent mémorandum a pour objet de demander au Conseil d'administration d'approuver, par le biais de la procédure de défaut d'opposition, un financement supplémentaire au titre du cycle 2016-2018 du Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP), sous la forme d'un prêt d'un montant équivalent à 13,6 millions d'USD accordé à des conditions particulièrement favorables, pour l'UTaNRMP en cours. Le financement supplémentaire répond à une demande adressée au Fonds par le gouvernement, et dont l'objectif est de combler un déficit de financement et de consolider et de reproduire à plus grande échelle des interventions couronnées de succès. Avec ce financement supplémentaire, il sera nécessaire de proroger de 30 mois la date d'achèvement du projet et la date de clôture du prêt du FIDA, soit

respectivement au 31 décembre 2022 et au 30 juin 2023. Aucune prorogation n'est nécessaire pour le prêt du Fonds fiduciaire espagnol, étant donné que l'on prévoit qu'il sera entièrement décaissé.

4. La zone du projet, qui couvre 6 des 47 comtés du Kenya, compte 5,2 millions d'habitants. Elle fournit de l'eau à environ la moitié de la population du Kenya, et la plus grande partie de l'énergie hydroélectrique du pays. Soumise à une pression démographique forte et croissante, la zone inclut les parcs nationaux du Mont Kenya et d'Aberdare, et les réserves forestières environnantes. La justification du projet repose sur le lien entre la pauvreté rurale et la santé de l'écosystème dans un bassin versant densément peuplé et écologiquement fragile d'importance capitale.
5. La forte prévalence de la pauvreté rurale joue un rôle dans la dégradation de l'environnement, qui réduit les possibilités de moyens d'existence durables, contribue à la dégradation des forêts, aux conflits entre l'homme et la faune sauvage, et à la réduction de la disponibilité et de la qualité de l'eau pour les utilisateurs en aval. Le projet exploite un certain nombre de possibilités d'amélioration des moyens d'existence ruraux de façon bénéfique pour l'environnement naturel, ce qui implique une collaboration avec les gardiens des ressources naturelles du Haut Tana pour préserver et restaurer l'environnement naturel.
6. Dans le contexte des changements climatiques, la gestion durable de l'eau figure parmi les principaux domaines prioritaires du projet. Le but est d'aider les communautés à faire face aux effets négatifs des changements climatiques et d'aborder les défis socioéconomiques découlant de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire. Le projet investit déjà dans une série de mesures d'adaptation visant à réduire les risques climatiques, et notamment: remise en état des forêts; gestion intégrée des ressources en eau; diversification des cultures; cultures tolérantes à la sécheresse; assistance technique et renforcement des capacités; bonnes pratiques agricoles pour les cultures pluviales et irriguées; production et conservation du fourrage; et développement de cadres à assise communautaire comme les plans d'action forestiers communautaires et les plans d'action pour les sous-bassins versants.
7. Les activités à appuyer par le financement supplémentaire sont compatibles avec les objectifs actuels du projet et seront exécutées conformément aux dispositions existantes concernant l'exécution. L'équipe de projet a fait la preuve de sa capacité à atteindre les résultats souhaités, ce qui offre une occasion de consolider les succès et de les reproduire à plus grande échelle grâce au financement supplémentaire.

II. Justification du financement supplémentaire

8. L'examen à mi-parcours réalisé du 19 au 30 juin 2017 a confirmé que l'exécution du projet est sur la bonne voie pour atteindre ses objectifs de développement. L'examen a conclu que la reproduction à plus grande échelle d'un certain nombre d'interventions ayant obtenu de bons résultats est justifiée. On peut citer, parmi ces interventions, la majoration des dons de contrepartie pour financer une demande croissante des communautés, sur la base de leurs propres plans d'action communautaires; le développement des activités agroalimentaires par le biais du renforcement des capacités des groupes d'intérêt commun; la reproduction à plus grande échelle des activités dans le domaine de l'eau, comme la petite irrigation, et les travaux de génie civil; une plus large application du Système d'apprentissage interactif entre les sexes (GALS) pour couvrir un nombre accru de périmètres d'irrigation; et l'élargissement de la portée des associations d'usagers de l'eau (AUE) et forestières. Le financement supplémentaire devrait permettre au projet de combler un déficit de financement qui entrave l'exécution d'activités du projet en raison de l'augmentation du nombre des bénéficiaires. L'avancement de l'exécution du projet a fait apparaître que la population de la zone du projet était plus nombreuse que l'estimation retenue au moment de la préévaluation. Le chiffre de

300 000 ménages constitue une cible réaliste pour le projet, la cible initiale étant fixée à 205 000 ménages. Le projet ne dispose toutefois pas de ressources suffisantes pour répondre à cette estimation accrue. En outre, le coût de certaines activités du projet dépasse les estimations formulées lors de la conception, et de nouvelles activités mises en place au moment de l'examen à mi-parcours ont également contribué au déficit de financement.

9. Le financement supplémentaire appuiera l'exécution d'activités réussies du projet pour lesquelles les bénéficiaires expriment une forte demande, comme les activités communautaires de conservation forestière, la petite irrigation, les fermes-écoles, l'apprentissage interactif entre les sexes et les programmes de dons de contrepartie. Ces initiatives reçoivent un appui du projet par le biais de différents guichets de sélection concurrentielle, mais le projet n'est pas toujours en mesure de faire face à toute la demande en raison des contraintes de financement. Le financement supplémentaire sera aussi utilisé pour reproduire à plus grande échelle les activités réussies se traduisant par des avantages certains comme un meilleur accès à de l'eau propre et sûre, une augmentation du couvert forestier, la rentabilité des activités financées au titre des programmes de dons de contrepartie et de meilleurs rendements résultant de l'adoption de technologies de production améliorées.
10. Le financement supplémentaire proposé est entièrement conforme aux critères en vigueur en la matière:
 - a) Les activités appuyées par les fonds supplémentaires sont totalement compatibles avec la conception originale, y compris ses objectifs, ses composantes et sous-composantes, et suivront les dispositions existantes en matière d'exécution, y compris celles relatives à la gestion financière et à la passation des marchés.
 - b) Le taux de décaissement pour le financement original avait atteint, en août 2018, 81% pour le prêt du FIDA et 67% pour le prêt du Fonds fiduciaire espagnol. De plus, sur la base du plan de travail et budget annuel (PTBA) 2018-2019, le prêt du FIDA sera à peu près totalement (100%) décaissé d'ici à la fin de la période couverte par le projet actuel, tandis que le taux de décaissement du prêt du Fonds fiduciaire espagnol sera de 88%.
 - c) Le projet obtient des résultats satisfaisants, et aucun problème n'a été signalé dans le contexte de l'exécution. Les notes les plus récentes concernant la performance ont été de 4 pour la performance globale de l'exécution et de 5 pour la probabilité de réalisation des objectifs de développement. La note de 4 a été attribuée à la gestion financière d'ensemble du projet.
 - d) L'analyse économique et financière a été actualisée sur la base des informations disponibles au moment de l'examen à mi-parcours, et a intégré le financement supplémentaire. Reposant sur les données recueillies au cours de l'exécution, l'analyse a conclu que le projet conserve sa faisabilité économique et financière, et que les activités qui y étaient incluses demeuraient viables.

A. Performance de l'exécution du projet

11. Le projet en est à sa cinquième année d'exécution. Une équipe de coordination du projet avait été désignée dès février 2013, mais le démarrage du projet a été retardé jusqu'en avril 2014, en raison de problèmes associés aux dispositions de la nouvelle Constitution relatives à la gestion des fonds des projets dans le contexte de la décentralisation. Toutefois, l'exécution a été accélérée et d'importants résultats ont été obtenus. Le projet a été jugé plutôt satisfaisant en termes de performance globale, et satisfaisant en termes de probabilité de réalisation des objectifs de développement. L'équipe de projet a acquis une bonne capacité de planification et de gestion, et elle est résolue à atteindre les objectifs du projet dans les délais prescrits.

12. Les résultats spécifiques obtenus grâce au projet sont notamment les suivants:
- a) **Nombre remarquable de personnes touchées, avec une attention adéquate portée à la problématique hommes-femmes.** En novembre 2017, le projet avait touché 94% de sa cible originale de 205 000 ménages. Approximativement 50% des bénéficiaires sont des femmes.
 - b) Les chiffres de juin 2018 montrent que, grâce à l'adoption du GALS, le projet a formé 66 champions communautaires et 39 fonctionnaires à la méthodologie du GALS, et que 684 membres supplémentaires (348 hommes et 336 femmes) ont été atteints par un effet multiplicateur. En outre, 268 fonctionnaires techniques ont été formés à la promotion de l'égalité hommes-femmes et à la dynamique de groupe. Cette méthodologie sera reproduite à plus grande échelle par le biais de la formation de nouveaux champions au sein d'autres groupes, avec un financement du projet. Les personnes déjà formées continueront de bénéficier d'un appui.
 - c) **Plan d'action pour la jeunesse et sensibilisation.** Le projet a poursuivi son action en faveur de groupes défavorisés en exigeant qu'au moins 30% des propositions approuvées soient préparées par des jeunes, des femmes et des personnes vulnérables. Les jeunes représentent environ 20% des membres des groupes bénéficiant de dons de contrepartie. Environ 220 jeunes ont été formés à la construction et à l'entretien de clôtures, ce qui a permis la création d'emplois à court terme. Au terme de la construction des 60 kilomètres de clôture de protection de la faune sauvage, 15 jeunes ont été embauchés par le Service kényan de protection de la faune. Le financement supplémentaire permettra au projet d'entreprendre davantage d'activités de sensibilisation ciblant les jeunes, notamment grâce à la création d'un guichet de financement spécial pour les propositions soumises par des groupes de jeunes.
 - d) **Progrès certains dans la réalisation des produits et des effets directs.** L'examen à mi-parcours récemment achevé a noté que l'exécution de la plupart des activités du projet est en bonne voie et que, pour chaque composante, d'importantes étapes ont été franchies. En particulier:
 - i) 1 379 activités génératrices de revenus conduites par des groupes d'intérêt commun ont été financées (85% de la cible à mi-parcours), et les paysans font état d'une augmentation de leurs revenus, spécialement ceux tirés des activités en rapport avec l'élevage, comme la production laitière et l'élevage de volaille; ii) 36 900 personnes ont obtenu un accès à de l'eau de boisson propre; iii) 3 880 ménages ont tiré parti des 12 périmètres d'irrigation achevés; iv) des installations de contrôle de la qualité de l'eau sont maintenant disponibles dans 90 points de la zone du projet; v) 18 nouveaux plans participatifs de gestion forestière ont été établis, et 13 d'entre eux ont reçu un financement, ce qui a permis la remise en état de 1 543 hectares de zones forestières dégradées (118% de la cible); vi) 60 kilomètres de clôture de protection de la faune sauvage, fonctionnant à l'énergie solaire, ont été construits (100% de la cible); vii) des améliorations significatives des rendements ont été enregistrées pour les cultures suivantes: de 8,2 à 9,2 sacs (de 90 kilos) par hectare pour les haricots; et de 8,4 à 9 sacs par hectare pour le pois velu; viii) pour le secteur de l'élevage, la production quotidienne de lait par vache est passée de 4 à 15 litres, tandis que, pour la volaille, la production d'œufs par poule est passée de 100 à 200 œufs par an, grâce à l'adoption des technologies améliorées promues par le projet; et ix) 341 fermes-écoles ont été mises en place, avec pour résultat l'introduction des technologies des fermes-écoles pour 38,2% des paysans dans la zone du projet (les rapports indiquent que 85,4% d'entre eux ont adopté ces technologies).

- e) **Impact des interventions du projet.** S'agissant de l'amélioration des moyens d'existence, on estime que le niveau de pauvreté dans la zone du projet a diminué, passant de 34% dans l'étude de référence à 27,14% en 2017. Le pourcentage de ménages vivant dans des logements temporaires (définis sur la base du type de couverture utilisé) est tombé de 11% dans l'étude de référence à 4,2% en 2017. Le projet ne peut sans doute pas être crédité de la totalité de ces résultats, mais il y a certainement contribué. En outre, 17 565 ménages (la cible à mi-parcours était de 20 000) ont accès à de l'eau sûre, fiable et abordable pour la boisson et l'irrigation. Dans la zone du projet, l'eau est disponible à moins de 1 kilomètre pour 70,6% des résidents, et 16,9% ont indiqué que l'eau disponible est de très bonne qualité (contre 12,7% en 2014). Les personnes ayant répondu à une récente enquête d'impact ont indiqué qu'au cours des trois mois précédents seulement 5,5% des membres de leur famille avaient souffert de la faim en raison d'un manque d'aliments (contre 12% dans l'étude de référence). Les communautés ciblées ont aussi fait état d'un renforcement de la cohésion de la communauté et d'une amélioration de sa capacité et de sa sensibilisation résultant des activités du projet.
- f) **Renforcement des institutions publiques et locales.** L'approche de l'exécution du projet appuie la décentralisation au niveau du comté et du sous-comté. L'utilisation de processus ascendants, inclusifs et participatifs permet aux communautés de définir leurs besoins prioritaires, et de planifier et de réaliser des investissements dans le cadre d'une gamme d'initiatives individuelles, fondées sur des groupes ou communales comprenant aussi bien des activités génératrices de revenus que des activités visant le bien public. Ce faisant, le projet devient un instrument servant à renforcer et à appuyer aussi bien les groupes d'intérêt commun que les organisations de base fondées sur les ressources naturelles comme les AUE et les associations forestières communautaires. Le projet a également coopéré avec des institutions nationales chargées de la gestion et de la protection des ressources naturelles, auxquelles il a apporté des capacités institutionnelles, et notamment le Service kényan de protection de la faune, le Service kényan des forêts et l'Autorité responsable de la gestion des ressources en eau.

B. Description des activités et avantages escomptés

13. Alors que l'objectif global, la couverture géographique, les composantes, l'organisation et la gestion du projet restent inchangés, le financement supplémentaire sera utilisé pour couvrir le déficit de financement qui entrave l'exécution en raison du nombre accru des bénéficiaires, des coûts des activités plus élevés que prévu, et des activités supplémentaires introduites à l'occasion de l'examen à mi-parcours. Le financement supplémentaire sera utilisé à la fois pour appuyer et reproduire à plus grande échelle les activités réussies du projet. La ventilation par composante des activités à appuyer grâce au financement supplémentaire est présentée ci-après.
14. **Composante 1: Autonomisation des communautés.** Le financement supplémentaire appuiera de nouvelles activités identifiées lors de l'examen à mi-parcours ou des lignes budgétaires relatives à un certain nombre d'activités prévues dans la composante 1 et qui avaient été sous-estimées. Il s'agit notamment: i) du renforcement des capacités des groupes d'intérêt commun en matière de gouvernance et de gestion; ii) des ateliers communautaires; iii) de l'intégration de la problématique hommes-femmes par le biais du GALS; iv) de l'actualisation des plans de gestion des sous-bassins versants pour les AUE; v) du renforcement des capacités pour les AUE et les associations forestières communautaires; vi) des études environnementales; vii) de l'appui aux programmes d'écologisation des écoles; et viii) de l'appui aux équipes chargées de l'exécution.

15. **Composante 2: Moyens d'existence ruraux durables.** Le financement supplémentaire appuiera les activités suivantes au titre de la composante 2:
- i) **Activités à reproduire à plus grande échelle:** le financement supplémentaire sera utilisé pour mettre en œuvre à plus grande échelle les dons de contrepartie attribués sur une base concurrentielle à l'appui d'activités génératrices de revenus.
 - ii) **Activités identifiées lors de l'examen à mi-parcours ou activités sous-financées:** il s'agit notamment: a) de l'établissement, au sein de l'Institut de recherche kényan sur l'agriculture et l'élevage, d'un laboratoire de culture de tissus végétaux pour répondre à une demande croissante; b) de la conservation du sol et de l'eau grâce à une approche innovante des bassins versants; c) d'activités participatives de planification des scénarios et de diffusion d'informations météorologiques; et d) d'un appui à la production et à la commercialisation agricoles pour les périmètres d'irrigation.
16. **Composante 3: Gestion durable de l'eau et des ressources naturelles.** Le financement supplémentaire appuiera les activités suivantes au titre de la composante 3:
- i) **Activités à reproduire à plus grande échelle:** la mise en œuvre par les AUE des plans de gestion des sous-bassins versants et par les associations forestières communautaires des plans de gestion participative des forêts sera appuyée par le biais du guichet attribuant des dons sur une base concurrentielle. En outre, ce même guichet appuiera l'introduction de technologies d'irrigation économes en eau. La mise en place de clôtures de protection de la faune sauvage fonctionnant à l'énergie solaire bénéficiera également d'un appui.
 - ii) **Activités sous-financées:** développement et gestion communautaires de l'eau, surveillance de la qualité de l'eau, et appui aux équipes d'exécution.
17. **Composante 4: Gestion du projet et suivi-évaluation (S&E).** Le financement supplémentaire mettra l'accent sur la gestion et la diffusion des savoirs, et sur le suivi de l'exécution des activités exigeant une étude de l'impact environnemental et social (EIES) au titre des Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique (PESEC). Seront également incluses des activités identifiées lors de l'examen à mi-parcours, comme la préparation d'une stratégie de retrait. En outre, le financement supplémentaire appuiera les salaires et d'autres dépenses de fonctionnement durant la période de prorogation, ainsi que des activités comme les évaluations d'impact et les ateliers de clôture.
18. **Avantages.** Le financement supplémentaire contribuera à l'amélioration des moyens d'existence et à la conservation des ressources naturelles. Une évaluation financière et économique révisée a été préparée pour les principaux investissements financés dans le cadre du projet (y compris le financement supplémentaire proposé), produisant des avantages quantifiables directs. L'analyse financière d'un échantillon d'interventions du projet montre qu'un certain nombre d'options générant des rendements financiers positifs sont facilement adoptées par les agriculteurs grâce au système de dons de contrepartie. Considérant la valeur des avantages économiques générés par des initiatives telles que la conservation des eaux souterraines, les activités génératrices de revenus et les technologies d'irrigation économes en eau (mais excluant les avantages moins facilement quantifiables pour les usagers de l'eau en aval), le projet devrait générer un taux de rentabilité économique de 20,4%. L'analyse de sensibilité montre que les résultats sont robustes face aux risques majeurs que constituent l'augmentation des coûts, la réduction des avantages et les retards d'exécution, même si ces trois événements se produisent simultanément.

C. Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique

19. Une note d'examen des PESEC a été préparée en tant que condition indispensable pour le financement supplémentaire du projet. Au stade de la conception (en 2011), une EIES et une évaluation environnementale stratégique avaient été conduites, permettant d'identifier les effets négatifs potentiels sur le plan environnemental, social et climatique.
20. L'EIES originale avait recommandé la reclassification du projet et son passage de la catégorie A à la catégorie B. En conséquence, un cadre de gestion environnementale et sociale et un plan de gestion environnementale et sociale (PGES) ont été élaborés, ainsi qu'un plan de suivi. Le FIDA a entériné la reclassification en catégorie B, prise en compte dans le rapport du Président sur ce point, publié en avril 2012 (EB 2012/105/R.11/Rev.1). Les activités prévues au titre du financement supplémentaire sont du même ordre que celles énoncées dans la conception originale, et leur portée et leur ampleur demeureront celles que requiert une classification en catégorie B. Les interventions du projet à ce jour ont abordé les questions environnementales, climatiques et sociales conformément aux contributions déterminées à l'échelon national, telles que prévues par le Kenya.
21. Conformément aux procédures du FIDA, le projet entreprend actuellement un audit environnemental et social pour estimer l'ampleur de la mise en œuvre du PGES original et de son plan de suivi, déterminer les domaines dans lesquels des améliorations sont nécessaires, et évaluer la manière dont les mesures d'adaptation au climat sont intégrées en vue de la gestion des risques liés aux changements climatiques. Les résultats de l'audit fourniront directement des informations utiles à la révision du PGES existant, qui sera fondée sur les enseignements tirés et sur les questions émergentes sur le plan environnemental, climatique et social. L'achèvement avec succès de l'audit et son examen par le FIDA sont une condition préalable au premier décaissement.
22. Le risque climatique du projet est jugé modéré.

III. Suivi-évaluation

23. L'examen à mi-parcours a noté que le système de S&E s'était sensiblement amélioré, mais que la collecte des données et l'analyse des indicateurs d'effet direct et d'impact devaient être encore renforcées, ce qui passera par l'élaboration et l'utilisation, au niveau des subdivisions des comtés, d'outils robustes de collecte de données. Il sera nécessaire, dans ce contexte, de procéder à une analyse initiale et à une transmission en ligne des informations à l'unité de coordination du projet pour les étapes ultérieures d'analyse, de documentation et d'information. Des ajustements ont été apportés à la matrice des résultats pour prendre en compte l'actualisation des cibles décidée lors de l'examen à mi-parcours et le financement supplémentaire proposé. Le cadre logique a été actualisé conformément aux nouvelles directives du FIDA sur les cadres logiques. La version révisée du cadre logique (voir l'appendice) sera utilisée dans le système de suivi du projet. Le projet a mis en place une stratégie de gestion des savoirs et d'apprentissage axée sur l'élaboration, l'affinement, le stockage et la diffusion des savoirs issus des interventions financées par le projet. Cela inclut l'utilisation d'une approche-filière de la gestion des savoirs et un partenariat stratégique pour promouvoir les buts du projet et atteindre les résultats de manière plus efficiente.

IV. Coût et financement du projet

24. Le coût original du projet, prenant en compte les fluctuations du taux de change au fil des années, s'élève approximativement à 61,48 millions d'USD, répartis entre:
 - i) les prêts du FIDA et du Fonds fiduciaire espagnol, d'un montant total équivalant à 45,36 millions d'USD (prêt du FIDA de 21,25 millions de DTS et prêt du Fonds

fiduciaire espagnol de 12,8 millions d'EUR); ii) une contribution du gouvernement d'approximativement 8,34 millions d'USD ajustée pour tenir compte des fluctuations des prêts du FIDA et du Fonds fiduciaire espagnol dues aux taux de change; et iii) une contribution des bénéficiaires, ajustée de la même manière, d'approximativement 7,78 millions d'USD.

25. Compte tenu du financement supplémentaire proposé de l'équivalent de 13,60 millions d'USD et des contributions correspondantes du gouvernement et des bénéficiaires, respectivement de 2,35 millions d'USD et de 2,56 millions d'USD, le coût total révisé du projet s'élève à 80,00 millions d'USD. La répartition des coûts du projet par composante et par catégorie de dépenses est présentée dans les tableaux 1 et 2 ci-après.

Tableau 1
Coûts du projet par composante et par source de financement
(en milliers d'USD)

Composante	Prêts du FIDA et du Fonds fiduciaire espagnol		Contribution initiale du gouvernement		Contribution initiale des bénéficiaires		Prêt supplémentaire du FIDA		Contribution supplémentaire du gouvernement		Contribution supplémentaire des bénéficiaires		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
1. Autonomisation des communautés	3 649	72,9	477	9,5	-	-	786	15,7	93	1,8	-	-	5 004	6,3
2. Moyens d'existence ruraux durables	12 887	56,2	1 389	6,1	3 869	16,9	3 322	14,5	277	1,2	1 205	5,3	22 949	28,7
3. Gestion durable de l'eau et des ressources naturelles	20 103	52,2	4 322	11,2	3 910	10,2	7 312	19,0	1 493	3,9	1 360	3,5	38 499	48,1
4. Gestion du projet et S&E	8 726	64,4	2 150	12,4	-	-	2 181	16,1	493	3,6	-	-	13 549	16,9
Total	45 365	56,7	8 338	10,4	7 778	9,7	13 600	17,0	2 355	2,9	2 565	3,2	80 001	100,0

Tableau 2
Coûts du projet par catégorie de dépenses et par source de financement
(en milliers d'USD)

Catégorie	Prêts du FIDA et du Fonds fiduciaire espagnol*		Contribution initiale du gouvernement		Contribution initiale des bénéficiaires		Prêt supplémentaire du FIDA		Contribution supplémentaire du gouvernement		Contribution supplémentaire des bénéficiaires		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
1. Véhicules	1 679	69,3	745	30,7	-	-	-	-	-	-	-	-	2 424	3,0
2. Équipement et matériel	5 728	53,0	1 136	10,5	470	4,3	2 571	23,8	556	5,1	345	3,2	10 807	13,5
3. Sensibilisation, formation, ateliers et études	8 174	74,5	992	9,0	183	1,7	1 462	13,3	156	1,4	-	-	10 968	13,7
4. Dons et récompenses	14 117	49,3	1 766	6,2	4 490	15,7	5 841	20,4	806	2,8	1 620	5,7	28 640	35,8
5. Assistance technique	2 247	71,7	246	7,8	-	-	611	19,5	30	0,9	-	-	3 133	3,9
6. Travaux de génie civil	7 288	51,0	2 032	14,2	2 635	18,5	1 346	9,4	378	2,6	600	4,2	14 279	17,8
7. Salaires et indemnités	4 866	63,8	1 005	13,2	-	-	1 461	19,1	299	3,9	-	-	7 631	9,5
8. Fonctionnement et entretien	1 265	59,7	416	19,6	-	-	308	14,5	131	6,2	-	-	2 120	2,7
Total	45 365	56,7	8 338	10,4	7 778	9,7	13 600	17	2 355	2,9	2 565	3,2	80 001	100,0

* Ajusté pour tenir compte des variations de change depuis l'approbation initiale.

V. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

26. L'examen à mi-parcours a conclu que les arrangements au niveau du projet sont adéquats. C'est la même équipe de coordination du projet qui sera responsable de la bonne utilisation des fonds, y compris le financement supplémentaire, conformément aux dispositions de l'accord de financement. Le FIDA mettra le financement supplémentaire – qui sera libellé en euros – à la disposition du gouvernement, conformément aux modalités et conditions de l'accord de financement. Les dispositions concernant la gestion financière, la passation des marchés et le contrôle interne présentées dans la version originale du rapport du Président (EB 2012/105/R.11/Rev.1) demeureront inchangées, sauf pour ce qui concerne le montant du compte désigné, qui sera ajusté pour prendre en compte le niveau plus élevé du financement du projet. Alors que le risque en matière de gestion financière inhérent au pays est élevé, le risque du projet en matière de gestion financière est actuellement moyen, et sa note devrait s'améliorer, pour atteindre un niveau faible une fois que le logiciel de comptabilité Sun System récemment installé sera entièrement opérationnel. Les états financiers vérifiés pour l'exercice clos le 30 juin 2017 ont été approuvés sans réserve et ont montré un niveau élevé de rapport financier et d'audit.

VI. Modifications qu'il est proposé d'apporter à l'accord de financement

27. Sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration, l'accord de financement du projet sera amendé pour inclure les dispositions concernant le financement supplémentaire:
- i) Le financement de contrepartie prendra en compte les tableaux des coûts actualisés.
 - ii) Les dates d'achèvement du projet et de clôture du prêt du FIDA seront prorogées, respectivement jusqu'au 31 décembre 2022 et au 30 juin 2023. Le prêt du Fonds fiduciaire espagnol n'est pas concerné étant donné que l'on prévoit qu'il sera entièrement décaissé d'ici au 31 décembre 2020, date d'achèvement initialement prévue.
 - iii) Le prêt supplémentaire sera libellé en euros.
 - iv) Il sera stipulé que la réalisation d'un audit environnemental et social constituera une condition préalable au premier retrait du financement supplémentaire.
 - v) Les petites interventions impulsées par la communauté, comme les puits de forage, peuvent exiger des évaluations autonomes du risque et seront déterminées au cas par cas durant l'exécution. Cette modification sera prise en compte dans l'annexe 1 à l'accord de financement.

VII. Instruments et pouvoirs juridiques

28. Un accord de financement modifié entre la République du Kenya et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement supplémentaire proposé sera consenti au bénéficiaire.
29. La République du Kenya est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
30. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VIII. Recommandation

31. Je recommande que le Conseil d'administration approuve la proposition de financement supplémentaire en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République du Kenya un prêt libellé en euros à des conditions particulièrement favorables d'un montant de onze millions sept cent cinquante mille euros (11 750 000 EUR), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Gilbert F. Hougbo

Logical framework (incorporating additional financing)

Upper Tana Catchment Natural Resource Management Project

Results Hierarchy	Indicators					Means of Verification			Assumptions / notes
	Name	Baseline	Mid-term	Original Target	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
Outreach	Households receiving project services					RIMS	Yearly	PCU	Increase in outreach will be realized partly due to additional financing. Some of the activities will be implemented using original resources.
	Households Number		193,476	205,000	300,000				
	Persons receiving services promoted or supported by the project					RIMS	Yearly	PCU	
	Males - Number		482,722		780000				
	Females - Number		484,657		720000				
Project Goal Contribute to reduction of rural poverty in the Upper Tana river catchment	Reduce child malnutrition					RIMS impact survey	Yearly	PCU	High absorption of grants and other project interventions by communities. Climate will not be adverse to affect project activities. Climate will not be adverse to affect project activities.
	Child malnutrition Percentage (%)	16	10	13	9				
	Poverty rate in upper Tana catchment					HH income survey	End of Project	PCU	
	Households - Percentage (%)	34	27.1	19	19				
	Proportion of population with temporary housing					Demographic and health surveys	End of Project	PCU	
	Households Percentage (%)	11	4.8	6	3				
Development Objective Increased sustainable food production and incomes for poor rural households in the project area; and sustainable management of natural resources for provision of environmental services	Households with an increase average annual income of 10% compared to baseline.					Baseline, Impact Surveys HH income and expenditure surveys, gauging surveys, periodic sampling, analysis of river water, annual reports	Annual	PCU	Potential conflicts between conservation and livelihood pillars of the Project are resolved. Farmers and entrepreneurs in the project area have improved market access. Other collaborators will play their part. Favorable weather conditions.
	Households - Number	0	119,068	205,000	250,000				
	Increase of household ownership index by 20% compared to baseline					Baseline survey, Impact surveys, gauging assessment, etc	Annual	PCU	
	Index - %	0	10%	20%	20%				
Development Objective Increased sustainable food production and incomes for poor rural households in the project area; and sustainable management of natural resources for provision of environmental services	Agricultural yields per unit beans					Baseline, Impact Surveys HH income and expenditure surveys, gauging surveys, periodic sampling, analysis of river water, annual reports	End of Project	PCU	
	Beans grams in bags per/Ha - Weight (t) 90kg bag /ha	8.2	8.3	9.43	12.5				
	Green grams in bags/Ha					Baseline, Impact Surveys HH income and expenditure surveys, gauging surveys, periodic sampling, analysis of river water, annual reports	End of Project	PCU	
	Green grams in bags/Ha - Weight (t) 90kg bag/ha	8.4	8.7	9.66	10.5				
	Sweet potatoes					Baseline, Impact Surveys HH income and expenditure surveys, gauging surveys, periodic sampling, analysis of river water, annual reports	End of Project	PCU	
	Sweet potatoes in bags/Ha - Weight (t) 100kg bag/ha	3.5	9.3	15.53	15.53				
	Bananas					Baseline, Impact Surveys HH income and expenditure surveys, gauging surveys, periodic sampling, analysis of river water, annual reports	End of Project	PCU	
	Bananas in tons/Ha - Weight (t)	38	38.6	43.7	45				
	Yield reduction under severe rainfall reduction conditions of compared to average					Baseline, Impact Surveys HH income and expenditure surveys, gauging surveys, periodic sampling, analysis of river water, annual reports	End of Project	PCU	
	%	80%reduction in yield due to 50% reduction in rainfall				30%			
	Base flow in rivers					Baseline, Impact Surveys HH income and expenditure surveys, gauging surveys, periodic sampling, analysis of river water, annual reports	End of Project	PCU	
Base flow in rivers - Number Meter cubed per second	1.02	1.03	1.078	1.078					
Sediment load in river basins in wet season					Baseline, Impact Surveys HH income and expenditure surveys, gauging surveys, periodic sampling, analysis of river water, annual reports	End of Project	PCU		
Sediment load in river basins in wet season (kg/l/sec)	0.301	0.185	0.165	0.165					
Outcome 1 Rural communities empowered for sustainable management of natural resources	Community action plans with at least one implemented key action implemented					Annual Project reports. Media articles on community-led initiatives.	Yearly	PCU	Countries have a robust conflict resolution mechanism for community investments in NRM.
	Action plans - Number	0	301	297	301				
Output 1.1 Communities with increased awareness of sustainable NRM	Participating communities sensitized on NRM issues					Baseline and annual surveys/reports on sensitization meeting about NRM issues held. Baseline survey. Annual Reports.	Yearly	PCU	The communities are willing to participate in project activities. Communities have access to resources to invest in sustainable NRM. The increase in the number of communities is realized partly because of the additional financing Additional financing will support Environmental awards for 95,000 HHs
	Participating communities sensitized - Number	0	301	297	301				

												Additional financing will support provision of tree seedlings for 200 HHs
Output 1.2 Key community organizations with increased capacity to manage natural resources sustainability	Community organizations trained on sustainable NRM				Baseline survey, Annual reports			Yearly	PCU	Communities have access to resources to invest in sustainable NRM The target is increased as it includes now WRUAs, CFAs, water groups (dams / pans, drinking water, irrigation, springs / wells / boreholes), CIGs The additional financing is expected to contribute to supporting training for 1,600 groups It will support exit workshops for 301 communities		
	Community organizations - Number	0	1882	297	4500							
Output 1.3 Community action plans for livelihood improvement and sustainable NRM	Community action plans prepared				Documented action plans, PFMPs, SCMPs			Yearly	PCU	Action plans will address the community needs related to sustainable NRM Additional financing will support review of the sub-catchment plans to be in line with WRUAs development cycle. This will be done for 24 WRUAs Implementation of Gender mainstreaming through the Gender Action Learning System (GALS)		
	Community action plans - Number	0	301	297	301							
	People trained in community management topics					RIMS						
	Males - Number	0	57928	19200	240000							
	Females - Number	0	62756	28800	220000							
Outcome 2 Natural resource-based rural livelihoods sustainably improved	Proportion of farmers in the project area using certified seeds (%)				Annual reports, Baseline and impact surveys			End of Project	PCU	Market opportunities for agricultural products will continue to expand. Climate change will not negatively affect project activities		
	Proportion of farmers - Percentage (%)	0	26.64	5	35							
	Proportion of trained farmers adopting new technologies (%)					Annual reports, Baseline and impact surveys	Yearly	PCU				
	Proportion of trained farmers - Percentage (%)	0	45.1	90	65							
Output 2.1 Agricultural packages adapted to agro-ecological and socio-economic contexts	Number of on-farm trials and demonstrations				Reports on trials, demonstrations and research results. Reports on seeds produced and distributed.			Yearly	PCU	Tested packages are adopted appropriately by farming communities		
	On-farm trials and demonstrations - Number	0	380	1230	1230							
	Quantity of seed produced and distributed (Tons)					Reports on trials, demonstrations and research results. Reports on seeds produced and distributed.	Yearly	PCU				
	Quantity of Seed - Weight (t)	0	247.6	720	720							
Output 2.2 CIGs successfully adopt or improve farm and/or non-farm IGAs	CIG members adopting Income Generating Activities				Annual reports and reports by independent oversight agent Farmer field school records.			Yearly	PCU	Continued access to financial services and inputs. Communities will apply for grants. Additional Financing will support 600 CIGs of income generating activities, totaling 9,000 HHs Additional financing will support 9,600 HHs on production practices and technologies (CIGs and irrigation groups) Additional financing will support 12,000 HHs on soil and water conservation using catchment approach Establishment of plant tissue culture laboratory, which is expected to support 600 HHs per year Additional financing will support participatory scenario planning and dissemination of weather advisory information. This will support 6,000 HHs		
	CIG members - Number	0	19,175	40,000	55,000							
	1.1.4 Persons trained in production practices and/or technologies				RIMS			Yearly	PCU			
	Men trained in crop production - Number		8596		15000							
	Women trained in crop production - Number		11977		27000							
Outcome 3 Land, water and forest resources sustainably managed for the benefit of local people and the wider community	Microbial pollution in waterways (number/100ml) Faecal coliform (wet season)				Biannual river gauging surveys by WRMA			End of Project	PCU	Potential conflicts related to resource utilization will be resolved. CFAs are effective in controlling illegal uses of forest resources.		
	Microbial pollution (ml) - Number	816	1,379	400	400	Remote sensing data to monitor forest conditions Periodic sampling and analysis of river water Annual reports from KWS						
	Chemical pollution in water ways Turbidity (N.T.U) (Wet season)				Biannual river gauging surveys by WRMA			End of Project	PCU	The additional financing will support water quality monitoring from 90 monitoring points and preparation of two reports per year		
	Chemical pollution (ml) - Number	236	85.6	150	150	Remote sensing data to monitor forest conditions Periodic sampling and analysis of river water Annual reports from KWS						
	Cases of human-wildlife conflicts				Biannual river gauging surveys by WRMA			End of Project	PCU			
	Human-wildlife conflicts - Number	129	5 in the areas where the fence is introduced		2	Remote sensing data to monitor forest conditions Periodic sampling and analysis of river water Annual reports from KWS						
	Proportion of degraded forest area in the project area (hectares)				Biannual river gauging surveys by WRMA					Remote sensing data to monitor forest conditions Periodic sampling and analysis of river water Annual reports from KWS		
	Degraded forest area - (hectares)	7538			2000							
Output 3.1 Sustainably managed water resources	Additional HH with access to safe water (Number)				Records by IWUAs/ WRUAs & WRMA. Water quality monitoring surveys			Yearly	PCU	There is adequate community capacity to maintain the water investments for continued sustainability. Communities apply for grants under civil works category.		
	Households - Number	0	17,565	60,000	70,000							
	Functional WRUAs established (Number)				Records by IWUAs/ WRUAs & WRMA. Water			Yearly	PCU			

	WRUAs established - Number	0	35	24	54	quality monitoring surveys			
	Land under irrigation scheme using water-efficient methods (Ha)					Records by IWUAs/ WRUAs & WRMA. Water quality monitoring surveys	Yearly	PCU	Additional financing will support 5,000 additional HHs with domestic water
	Land under irrigation scheme - Area (ha)	0	776	2000	2500				The additional financing will support 6 new dams serving 1,800 HHs
									Additional financing will support review of SCMPs for 24 WRUAs, grants to 42 WRUAs / CFAs
									The additional financing will support irrigation rehabilitation in 400 Ha (4000 HHs)
									The additional financing will support capacity building for 10 IWUAs
Output 3.2	Wildlife control fence constructed (km)					Reports on activities undertaken by CFAs.	Yearly	PCU	CFAs will participate in maintaining wildlife fences.
Sustainably managed forest and agricultural ecosystems	Wildlife control fence - Length (km)	0	60	80	120	Reports on matching grants for SWC activities			Beneficiaries of grants for SWC activities continue after the matching grants.
	Rehabilitated forest areas in Mt. Kenya and Aberdare (Ha)					Reports on activities undertaken by CFAs.	Yearly	PCU	
	Hectares of land - Area (ha)	0	1543	1543	2000	Reports on matching grants for SWC activities			The additional financing will support construction of additional 60 km of the solar powered wildlife conflict reduction fence
	Functional CFAs established (Number)					Reports on activities undertaken by CFAs.	Yearly	PCU	
	Functional CFAs - Number	0	18	33	39	Reports on matching grants for SWC activities			
	Matching grants given to CIGs to implement environment related IGAs					Reports on activities undertaken by CFAs.	Yearly	PCU	
	Matching grants given – Number	0	159	1450	400	Reports on matching grants for SWC activities			
	Land under improved management practices					RIMS	Yearly	PCU	
	Hectares of land - Area (ha)	0	188	2000	2500				
Outcome 4	Project performance status					Supervision support mission reports/ Aide Memoire, Annual Progress reports	Yearly	PCU	Annual progress reports
Project effectively and efficiently managed	Project Performance - Rating		4						
	AWPB implementation rate					Supervision support mission reports/ Aide Memoire, Annual Progress reports	Yearly	PCU	Additional financing will support two progress reports; two AWPBs, etc
	AWPB implementation rate - Percentage (%)		84	90	90				
Output 4.1	Unqualified audit reports/ opinion by KENAO					Annual Progress reports Audit reports	Yearly	PCU	It will be possible to recruit and retain suitably qualified project staff.
Fully functional governance, management, monitoring and reporting systems	Unqualified audit reports - Percentage (%)		90	100	90	Management letter			
	Annual reports produced on time					Annual Progress reports Audit reports	Yearly	PCU	Two audit reports
	Annual reports produced - Number		4	8	10	Management letter			
Output 4.2	Studies and publication on lessons prepared and shared with stakeholders					The publication on lesson learnt Reports of knowledge networks.	Yearly	PCU	Other partners will cooperate with knowledge management systems. Stakeholders will make use of the disseminated materials and embrace NRM
Knowledge about NRM effectively managed and disseminated to stakeholders	Studies and Publications - Number	0	2	5	7				
	Knowledge centres effectively networked in the project area					The publication on lesson learnt Reports of knowledge networks.	Yearly	PCU	Additional financing is supporting two knowledge products
	Knowledge centres - Number	0	2	2	2				